

mobiliser les masses autour d'elles, les syndicats fondés au prix de luttes sanglantes.

La période actuelle, envisagée comme moment de l'époque des guerres et des révolutions, montre que le capitalisme ne peut rester au pouvoir sans porter atteinte aux conditions de vie des ouvriers. Inévitablement, la défense des revendications partielles doit donc poser à nouveau le problème du pouvoir, de l'insurrection, dirigée par le parti du prolétariat, revendiquant comme seule forme de gouvernement pouvant être défendue par les travailleurs : la dictature du prolétariat.

Dans des situations révolutionnaires, les ouvriers parviennent très facilement à se libérer des influences idéologiques de l'ennemi, parce que les socialistes seront forcés de prendre les armes contre le prolétariat révolutionnaire. Par contre, dans des situations réactionnaires, la social-démocratie peut faire semblant de défendre les revendications immédiates des masses et ainsi garder la direction des syndicats. La propagande et les illusions que jetteront alors les socialistes ne seront donc pas l'expression de leurs capacités ou de l'incapacité des communistes à les dénoncer, mais des produits directs de la situation défavorable et de la force de l'ennemi.

En somme, libérer les masses de l'influence socialiste, c'est préparer les nouvelles situations, c'est déterminer des conditions favorables pour la lutte des masses, c'est briser l'attaque du capitalisme, et, enfin, réaliser le succès de la lutte pour les revendications partielles, succès qui pourrait provoquer un choc vers la prise du pouvoir.

Le front unique inter-partis qui vient de s'établir en France a été possible parce que les deux conditions socialistes ont été acceptées par les centristes :

1° Défense des institutions démocratiques ;

2° Abandon des « mouvements grévistes » dans la lutte contre les pleins pouvoirs.

Il ressort clairement que, tant au point de vue de la lutte, des principes, aussi bien qu'au sujet des problèmes posés par la situation, le front unique se réalise ici par l'abandon des positions de classe du prolétariat qui substitue le programme de la défense de l'Etat démocratique à la lutte pour la dictature du prolétariat, qui substitue à la grève l'arme spécifique pour la défense de ses intérêts la campagne pour « imposer » au parlement la législation « antifasciste ». Ce front unique représente une tentative de dissolution de la classe ouvrière au sein du capitalisme : l'appuyer c'est trahir le prolétariat. Il faut le dénoncer impitoyablement et mettre en garde les faibles énergies du prolétariat français afin de tenter de les préserver pour les luttes de demain.

Il est faux de croire que l'unité de lutte découle du front unique. Au contraire, elle peut en être l'opposé. Après les événements du 6 février, les ouvriers de toutes tendances se sont rencontrés spontanément et les épisodes d'unité d'action purent se produire parce que n'intervinrent pas les forces qui agissent au sein de la classe ouvrière, au profit de l'ennemi (socialistes, centristes). Cependant, il est évident que la victoire ouvrière ne peut résulter que d'une concentration des résistances locales. A cette fin, il faut établir une base où l'on puisse asseoir les luttes prolétariennes se déroulant sur une plus vaste échelle. Prendre pour base un front unique du type de celui qui vient de se réaliser, sans tenir compte de la nature de classe des objectifs, c'est, en définitive, étouffer toute résistance locale et générale de la classe prolétarienne.

Avec la confusion qui existe aujourd'hui en France, la défense des positions prolétariennes devient extrêmement difficile. Mais s'il existe une seule chance de salut pour le prolétariat français, elle réside dans une opposition acharnée au front unique qui vient de se réaliser et le rejet de tous les fronts uniques de ce genre. Les communistes soutiendront, par contre, des positions de classe, et autour d'elles proclameront la nécessité de réaliser le front unique.

#### L'AUTO-DEFENSE OUVRIERE

En rapport avec la dissociation établie entre le fascisme et le capitalisme, se situe la conception qui considère possible l'armement du prolétariat, sans la des-

truction parallèle de l'appareil étatique de la bourgeoisie et de sa domination politique et économique. D'autre part, les protagonistes de cette position font appel à des forces nettement capitalistes et contre-révolutionnaires (non seulement la social-démocratie, mais aussi les radicaux-socialistes) pour réaliser la défense armée du prolétariat. Une telle erreur de principe ne peut conduire qu'aux conséquences suivantes : si la classe ouvrière prenait les armes spontanément, elle en livrerait immédiatement le contrôle à ses ennemis, ou bien si le prolétariat ne parvenait pas à réagir immédiatement aux attaques armées du capitalisme, on lui ferait croire que ses ennemis mortels peuvent assumer sa défense armée.

Plus que dans tout autre domaine, la défense armée exige une discipline, un contrôle rigoureux, une organisation autonome, le secret organisatoire, le refus de toute transaction ou compromis. En outre, il est archifaux de croire que l'on puisse, en régime capitaliste, construire un appareil militaire qui, techniquement et au point de vue de l'organisation, soit en mesure d'affronter l'appareil militaire et policier du capitalisme. D'ailleurs, la vision de deux armées qui se heurteraient, sur le terrain social, dans des conditions semblables à celles connues par deux armées militaires, n'a rien à voir avec la conception du marxisme et du communisme sur la lutte des classes. La perspective révolutionnaire est tout autre : les forces armées de la bourgeoisie se désagrègeront au cours des situations révolutionnaires, au moment même où s'ébauchera l'armée prolétarienne. Et le choc insurrectionnel vérifiera l'incapacité de l'ennemi à employer ses forces militaires, ou du moins la majeure partie d'entre elles, permettant ainsi au prolétariat de fonder son Etat prolétarien, condition nécessaire pour créer une armée révolutionnaire. L'armement du prolétariat est donc consécutif à la victoire prolétarienne et est inconcevable sans la possession de l'appareil Etat.

En France, aussi bien que ce fut le cas en Italie, en Allemagne, l'heure de la défense armée du prolétariat sonne, lorsque l'initiative des armes ne provient pas du prolétariat, mais de la bourgeoisie. Intervenir les initiatives est seulement possible à la condition de transformer la situation réactionnaire actuelle en une situation révolutionnaire. C'est tromper les masses que d'affirmer qu'une telle transformation soit possible sur le terrain militaire indépendamment des autres fronts de la lutte prolétarienne. C'est poser la première condition pour la défense des masses que d'affirmer que la capacité militaire de la classe ouvrière représente le point final de la lutte, et que quand le prolétariat français ne sait pas défendre ses revendications les plus minimales, ses salaires, il est par là même incapable de s'opposer, par la force des armes, au capitalisme.

La reconstruction de la classe ouvrière, désarticulée par la bourgeoisie, ne peut s'effectuer sur le terrain politique que par la reconstruction de son parti de classe, sur le terrain économique, que par la grève générale défensive, contre les réductions des salaires et contre les atteintes aux conquêtes ouvrières. La fraction de gauche doit proposer un ensemble de mots d'ordre pour la réalisation des batailles partielles et pour la grève générale en vue de la défense des revendications immédiates. Au lieu de permettre à la bourgeoisie d'attaquer des institutions prolétariennes se montrant incapables de défendre les salaires ouvriers, il faut tout d'abord redonner à ces institutions la capacité d'arrêter l'offensive de l'ennemi. Seulement ainsi il sera possible de provoquer parmi les prolétaires un attachement solide à leurs institutions. En outre, au lieu de permettre à l'ennemi d'attaquer zone après zone, centre après centre, une série de localités ouvrières, au travers de manifestations ou d'attaques fascistes, le prolétariat ne pourra se contenter d'organiser des contre-manifestations, mais devra pousser l'adversaire à l'attaquer sur tout le front au cours des mouvements grévistes pour la défense des intérêts de la classe ouvrière. L'enjeu de la lutte sera par là très clair et les masses ne s'effriteront pas, ne gaspilleront pas leurs énergies dans une lutte inégale en face d'un capitalisme qui peut disposer d'un puissant appareil pour désagréger les forteresses ouvrières, au travers de luttes intermittentes.

L'armement du prolétariat ne peut être qu'une revendication exclusive du parti, ne peut se réaliser pratiquement que par le développement victorieux des luttes ouvrières, ne peut aboutir qu'après la victoire révolutionnaire. Cela ne si-